

Edito Vision du chef de l'Etat !

Au cours de l'émission " Le Débat " du vendredi 10 juin sur Top Congo FM, un auditeur avait posé la question de savoir : pourquoi nos ministres réduisent ou justifient toutes leurs actions à la " Vision " du chef de l'Etat. Le mot vision du chef de l'Etat est devenu un terme générique. Et de conclure : " le président de la République est-il un prophète ? "

C'est avec raison ce questionnement de ce compatriote. En effet, après l'investiture de l'actuel gouvernement, son porte-parole et ministre de la Communication et médias avait clairement soutenu, la main sur le cœur, que l'heure de changer le narratif a sonné. De bonne foi, le Congolais lambda l'avait cru. Car, c'est un gouvernement qui s'était autoproclamé des Warriors. Avant même qu'on ne voit ses membres à l'œuvre. Malheureusement, les politiciens congolais ne sont pas encore prêts à sortir des sentiers battus. Surtout dans leur langage. Seul le chef de l'Etat est visionnaire, mieux il est le Guide clairvoyant et éclairé. Ce constat est d'autant plus vrai que chaque fois qu'un ministre prononce un discours ou la parole lui est accordée, sur 15 minutes, 300 bonnes secondes sont consacrées à rappeler " la vision du chef de l'Etat ". Est-ce une façon pour eux de prévenir que si les choses ne marchent pas, c'est la faute au visionnaire ? C'est parce que l'orientation du président de la République n'a pas été bonne ? NON. Il est connu que le gouvernement est investi sur base d'un programme gouvernemental bien ficelé par chaque ministère sectoriel après avoir reçu les orientations du chef de l'Etat. Coordonné bien entendu par le Premier ministre qui supervise sa rédaction, mais chaque ministre a sa partition à jouer dans ce programme. Evoquer à chaque occasion la vision du président de la République est, ni plus ni moins, une manière de cacher son insuffisance à appliquer l'action gouvernementale qui relève de son secteur.

Avec l'avènement de Félix Tshisekedi au pouvoir et surtout après le divorce entre lui (CACH) et le FCC, le Congolais croyait que le narratif changerait. Et bien, force est de constater que nos politiciens ne sont pas prêts à se séparer des oripeaux mobutistes.

Si Mobutu était devenu un potentat, c'est en partie à cause de la faire passer pour le seul et l'unique visionnaire. Alors, peut-on dire que si certains hauts magistrats aujourd'hui s'enfoncent dans la dérive, c'est aussi à cause de la vision du chef de l'Etat ?

Il est plus que temps que nos ministres et autres hauts fonctionnaires s'emploient à construire un Etat (Etat congolais) tel que voulu par Montesquieu et non à " caresser dans le sens du poil " le président de la République au point de la faire passer pour le centre de la terre.

En son temps, constatant ce " djaleloïsme " à outrance, Mobutu n'avait-il déclaré tout haut, malheureusement sans être écouté ni compris par les thuriféraires : " Le président-fondateur n'est pas un magicien. Seul, il ne peut rien, mais avec la complicité de son peuple (des ministres y compris), il peut tout "

LRP

Sortie médiatique face à l'artillerie lourde de Jean-Marc Kabund-A-Kabund

A. Kabuya : Un pétard mouillé

** Pourtant il a promis une réaction appropriée à l'ancien secrétaire général, ancien président a.i. de l'Udps, ancien 1er vice-président de l'assemblée nationale, la réaction d'Augustin Kabuya a été molle, se contentant de juger les déclarations de Jean-Marc Kabund des allégations injurieuses et diffamatoires..."* (Lire en page 16)

Dr Jean-Simon Mfuti: Une année des prouesses à la tête de la CNSS

(Lire en page 6)

Haut-Uélé I : Près de 5 000 candidats prennent part à l'examen d'Etat/2022

(Page 9)

Journée internationale Nelson Mandela 2022

(Page 10)

A Kisangani, ANMDH exhorte les jeunes à agir et inspirer le changement

Elections de 2023

L'Union européenne engagée à accompagner le processus électoral

(Page 2)

Les Congolais de l'étranger pourront voter pour la première fois lors des prochaines élections

(Page 3)

Lutte contre les cancers de la peau chez les PVA

Le Dr Inena à Kisangani pour la distribution gratuite des crèmes solaires

English Issue

VPM Bazaiba (P. 15)

participates in the "Saint Petersburg Dialogue" on climate

Élections de 2023

L'Union européenne engagée à accompagner le processus électoral en RDC

Par **Bibiche Mungungu**
Le président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (Ceni), Denis KADIMA KAZADI a échangé, mercredi 20 juillet 2022 avec la délégation de l'Union européenne sur le processus électoral en République Démocratique du Congo, conduite par son chef adjoint Guillaume Chartrain.

L'hôte du numéro un de la Centrale électorale a déclaré d'avoir été marqué par la sérénité du président de la Ceni à pouvoir déléguer les élections en 2023 comme les prévoit la Constitution.

" J'ai rencontré le président de la CENI, Denis KADIMA KAZADI, pour avoir un point d'étape avec lui sur les préparations en vue des scrutins de 2023. Vous savez que l'Union européenne est un partenaire historique de l'accompagnement des élections en République démocratique

du Congo. C'est donc important de savoir où on est avec ces préparations pour pouvoir, à notre niveau, adapter et préparer l'accompagnement qui a déjà été exprimé aussi bien par le chef de l'État que par la CENI l'année dernière ", a indiqué Guillaume



Chartrain, par ailleurs responsable de la section Politique, presse et information au sein de la Délégation de l'UE.

Des échanges très ouverts et fort transparents de la part du président de la CENI sur les étapes qui sont en cours : la

finition de la cartographie, le processus de recrutements en vue de la révision imminente du fichier électoral. Toutes ces étapes indispensables et une Ceni engagée qui avance préparant sereinement ces échéances.

Lancement des travaux préparatoires de la 21ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État de la CEEAC

Le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumières de la RDC, Daniel Aselo, a ouvert mardi à Kinshasa, les travaux préparatoires de la 21ème session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), qui se tiendra en présentiel le 25 juillet 2022 dans la capitale de la RDC.

Il s'agit des travaux du Conseil des ministres du segment du Comité technique spécialisé de la défense, sûreté et sécurité, couplés avec ceux du Conseil de ministres du segment Comité technique spécialisé de l'énergie de la CEEAC. Pour Me Daniel Aselo, ces travaux s'ouvrent dans un contexte assez particulier, lié à l'agression de la RDC par le groupe terroriste M23 qui bénéficie du soutien du Rwanda, pays voisin de la RDC.

" L'importance que revêt ces assises n'est pas à dé-

montrer, étant donné la multiplicité de problèmes sécuritaires que rencontrent, en général, les pays membres de la CEEAC et, en particulier, la RDC avec notamment, la résurgence du M23, un groupe terroriste qui était défait en 2012, qui s'est aujourd'hui reconstitué et qui agresse la République Démocratique du Congo dans sa partie Est ", a-t-il déploré.

Pour des initiatives de paix



Il a interpellé les pays membres de cette organisation à multiplier les initiatives susceptibles de ramener la paix et la concorde entre les Etats, afin de les amener à

promouvoir des projets intégrateurs entre État en faveur du développement de la communauté. C'est le cas, a-t-il souligné, du projet intégrateur de la mise en place de la Commission régionale de régulation de l'électricité d'Afrique centrale (CORREAC), qui devra bénéficier de l'accompagnement de tous les États membres, afin de faire du potentiel énergétique de l'Afrique centrale une source de

richesse économique. En sa qualité de président du segment des ministres de la CEEAC, le vice-Premier ministre Daniel Aselo a exhorté les ministres membres du

Conseil du Comité technique spécialisé de la défense, sûreté et sécurité ainsi que ceux du Comité technique spécialisé de l'énergie à ne ménager aucun effort durant cette session ordinaire, pour atteindre les objectifs de paix et de développement.

Il a rendu hommage au Président de la République Démocratique du Congo et de la CEEAC, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, pour " sa vision éclairée " à la tête de cette organisation, et au Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde pour la bonne tenue de ces assises. La cérémonie d'ouverture de ces travaux a connu la présence des représentants des pays membres de la CEEAC dont les ambassadeurs, les chefs d'état-major général, les ministres de la Défense et Intérieurs de la CEEAC et des hauts responsables de COPAX ainsi le ministre des Ressources hydrauliques de la RDC.

ACP/LRP

La Référence Plus

Quotidien d'Informations Générales
Adresse : Croisement des Avenues 24 Novembre - Ngele / C. Lingwala (en face de l'Académie des Beaux Arts)
Phone : 0999923379

E-mail: reference_20ans@yahoo.com
B.P. : 12520 Kinshasa I
Autorisation de publication N°041/SGC/063/92

Editeur-Directeur Général

André Ipakala Abeiye M.
0999923379

Directeur de la Publication

Félix Kabwizi Baluku
0999913816

Directeur de la Rédaction

Théo Kimpanga N'Key I.
0999949445

Assistante de l'EDG

Eveline Badika
0814234602

Rédacteurs en Chef

Franck Mona K.(Politique)
0999911984

N. Rachidi (Provinces)

Secrétaires de Rédaction

Déio Mulima (0998405728)
Martinez Ngaluka
(0998893030)

Dominique Kadimamuya
(0991564565)

Chefs de Rubriques

José Wakadila (Société)
0998129128

Rédaction Générale

José Wakadila,
Bibiche Mungungu,
Anastasié Mukawa
(0990012819, 0825329453)
Génie Mulobo (0999954394)
Julie Ngalula T.
Grace Ngyke
Mireille Mpemba
Makinzolela Menayeto

English Issue

John Nkwady Kankolong

Représentations provinciales

- **Bandundu** : Mayele

- **Kasai - Oriental** :

- **Maniema** : Patrick Kamombu

- **Nord-Kivu** : Sumaili Pene

Djadi

- **Province Orientale** :

Gilbert Risasi

- **Sud - Kivu** :

Asani Abdalah

Etranger

- Congo Brazza: Itcha Djata

Service Technique

Anastasié Mukawa Kimina

Génie Mulobo Mwadi

West (0810774823)

Patrick Mbuyi (WM) 08151

44914 - 089 5098679

Administration

Janvier Band'Aka-Suro

Mireille Thansya

(0998540079; 0896154045)

Tina Ngindu

Finances & Vente

Jean-Pierre Mobiko

(+243815093722)

Pascaline Boyingandi

Gaby Lego

Fiston (0840513276)

Aimée Bwanga

Esther Seluwa

Imprimerie

ILAREF

Les Congolais de l'étranger pourront voter pour la première fois lors des prochaines élections

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) envisage d'organiser le vote des membres de la diaspora lors des prochains scrutins. Un vote prévu dans la loi électorale, mais jamais organisé pour des

pilote. Les pays limitrophes à la RDC seront exclus de ce test pour éviter, selon les sources de la CENI, des tensions et des accusations de fraude compte tenu de la proximité.



raisons matérielles. La centrale électorale congolaise a décidé cette fois de commencer par 5 pays pilotes. En 2018, l'Assemblée nationale avait décidé que ce vote ne soit pas organisé sur demande du gouvernement, les autorités ayant estimé que le pays n'était pas assez préparé logistiquement pour tenter une telle expérience. De plus, l'organisation de l'enrôlement des Congolais de l'étranger exposait le processus au glissement du calendrier électoral. Cette fois-ci, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a opté pour l'organisation d'une phase

Europe, Amériques, Afrique du Sud... Finalement, cinq pays seront désignés pour cette première expérience, en Europe et dans les Amériques, pour des raisons logistiques. L'Afrique du Sud est également citée, à ce stade de la réflexion. L'opération exige notamment le déploiement du matériel d'enrôlement dans ces pays suffisamment à temps. Les leçons apprises permettront d'étendre l'opération dans d'autres pays où la RDC a une représentation diplomatique pour les prochains cycles électoraux.

LRP

Franck Diongo : "Le pays va mal et ce, dans tous les secteurs de la vie nationale"

A l'instar de Jean-Marc Kabund-A-Kabund, le président du MLP, Mouvement Lumumbiste Progressiste, Franck Diongo Shamba, n'a pas eu de mots tendres à l'égard du Pré-

mercredi 20 juillet 2022 au centre interdiocésain de la Cenco de Kinshasa, Franck Diongo a appelé le peuple congolais à rejeter Félix-Antoine Tshisekedi et son gouvernement.



sident de la République Démocratique du Congo, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à qui il a rendu hommage pour l'avoir fait sortir de la prison.

Lors de sa sortie médiatique du

" Le pays va mal et ce, dans tous les secteurs de la vie nationale ... ", a-t-il déclaré tout haut devant la presse. Et de renchérir que le pouvoir du successeur du Joseph Kabila

Vie politique : Muhindo Nzangi lance son parti politique centré sur la défense nationale, la relance de l'économie et de l'éducation nationale

Entre Muhindo Nzangi Butondo et Moïse Katumbi Chapwe, le divorce est consommé. Il vient de quitter officiellement Ensemble pour la République de Moïse Katumbi, pour voler de ses propres ailes.

jet de société se résume en trois axes fondamentaux : la défense nationale, la relance de l'économie et de l'Education nationale.

Pour lui, il faut la refondation totale de l'armée. Il estime que " l'armée



Muhindo Nzangi lors du lancement du parti politique Action des volontaires pour la relève patriotique (AVRP). Photo Droits tiers

Mardi 19 juillet à Kinshasa, le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire a lancé son parti politique Action des volontaires pour la relève patriotique (AVRP).

Lors de ce lancement officiel, Muhindo Nzangi Butondo a indiqué que son pro-

aujourd'hui vient de raccommodage des unités venues de différentes rebellions soutenues par les Etats ennemis ". Il prône aussi la décentralisation de la police.

" Tout congolais est libre de créer son parti politique. Nous avons pris l'option de créer un parti politique, avec des jeunes, 8 députés nationaux et 13 députés provinciaux, pour porter notre message à l'ensemble du peuple congolais. C'est un processus d'émancipation pour nous autres qui ne venons pas de nulle part. Nous avons été au MSR et à Ensemble pour la République. Aujourd'hui, nous trouvons bon d'être ensemble au sein de l'AVRP, le parti qui va nous conduire vers les élections futures mais aussi comme grand mouvement national ", a affirmé Muhindo Nzangi. Dans son mot de circonstance, le ministre de l'ESU n'a pas manqué de tirer sur Jean-Marc Kabund. " Nous ne pouvons nous séparer des autres en les injuriant ", a-t-il dit. Elu député en 2006 et 2011 pour le compte du MSR de Pierre Lumbi, Muhindo a rejoint Katumbi à travers le président de son parti, feu Pierre Lumbi Okongo dans la nouvelle dynamique G7 mobilisée contre le troisième mandat de Kabila. Après les élections de 2018, Muhindo a adhéré à "Ensemble pour la République". Nommé ministre au sein du gouvernement Sama Lukonde pour le compte du parti de Moïse Katumbi, Muhindo lui tourne ainsi le dos pour rester avec son parti à l'Union Sacrée de la nation.

Philippe Dephill Lipo

DMK

Processus électoral : les experts juridiques de la CENI en atelier pour actualiser les mesures d'application de la nouvelle loi électorale

Le président de la centrale électorale, Denis Kadima a lancé le 19 juillet dernier à l'hôtel Platinum les travaux d'actualisation des mesures d'application de la nouvelle loi électorale en République démocratique du Congo.

d'application de la nouvelle loi électorale tout en tenant compte des différences et de vulgarisation dépendent beaucoup des mesures d'application,

Les experts juridiques de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), vont pendant 6 jours s'im-



mission électorale nationale indépendante (Céni), vont pendant 6 jours s'im-



plication de la nouvelle loi électorale pliquer pour actualiser les mesures

rentes innovations dans cette loi par les législateurs.

Le numéro 1 de la centrale électorale a exhorté les experts de la CENI, de pouvoir s'appliquer pour rendre compréhensible la loi électorale.

"C'est au niveau du règlement que nous allons apporter la clarification qui va permettre à ceux qui s'occupent des opérations d'avoir une compréhension claire de ce qui est requis. Vous savez que nos opérations de sensi-

étant donné que le langage de la loi n'est pas toujours à la portée de tout monde " a fait savoir Denis Kadima aux experts juridiques de la Céni.

Le premier vice-président de la Céni, Bienvenu Ilanga a demandé aux juristes de la Céni, de pouvoir transmettre le règlement qui sera produit rapidement à la plénière pour son adoption et faciliter son opérationnalisation.

MCP/LRP

Lancement à Tshikapa, du projet de renforcement de la démocratie et consolidation de la paix, par la croix rouge RDC en partenariat avec Espagnol

La Croix Rouge RDC section du Kasai, en partenariat avec la Croix Rouge Espagnole, a lancé mardi, le projet de renforcement de la démocratie et de consolidation de la paix à travers la participation significative des organisations de la société civile au processus de reconstruction socio-économique et l'autonomisation so-

projet a sollicité l'implication du gouvernement provincial, des structures de la société civile et du comité provincial de la Croix Rouge Kasai dans ce projet, pour sa réussite.

Il a toutefois sollicité également la collaboration des partenaires techniques et financiers basés dans la zone et présent dans la cérémonie pour une



ciale.

Selon Mme Aurélie représentante pays de la Croix Rouge Espagnole, ce projet de trois ans, financé par l'Union Européenne, concerne trois territoires sur les cinq de la province du Kasai, notamment : le territoire de Luebo, Mueka et Ilebo.

Néné MUKALABUAS, chef de ce

meilleure synergie et complémentarité.

Le Vice-gouverneur a promis le soutien total du gouvernement provincial à ce projet, tout en souhaitant un très bon service humanitaire, visant le développement de ces trois territoires ciblés.

ACP/LRP

Mongala : Jean-Pierre Bemba est arrivé à Lisala

Le président du Mouvement de Libération du Congo (MLC), Jean-Pierre Bemba Gombo, est arrivé ce

des membres du bureau permanent de l'Assemblée provinciale de la Mongala. Devant des centaines de person-



mercredi 20 juillet 2022 à Lisala, chef-lieu de la province de Mongala en provenance de la ville de Gemena (Nord-Ubangi).

Il a été accueilli par une foule nombreuse venue pour la circonstance et

nes, le leader du MLC a tenu un bref meeting populaire au stade Matata Sport. A l'en croire, son voyage dans cette partie de l'Equateur a pour but de communier avec ses frères et sœurs de la Mongala.

MCP/LRP

Des échanges sur la gouvernance des données et l'intelligence artificielle en RDC au ministère du Numérique

La conseillère du ministre du Numérique en charge des applications, Mme Olga Kavira Kinyamusitu a échangé, le week-end dernier à Kinshasa, avec des jeunes de la structure Smart City qui relèvent de différentes universités du pays en général et celles de Kinshasa en particulier sur l'importance de la gouvernance des données à l'ère du numérique en République Démocratique du Congo (RDC).

La conseillère du ministre qui répondait à une question de l'ACP au cours de cette conférence à laquelle elle était invitée, a indiqué que la gouvernance des données est un processus qu'une entité publique ou privée met en place pour traiter, rendre fiable une information. Celle-ci ne peut être traitée que par une personne compétente, a-t-elle précisé.

" Aujourd'hui, nous sommes à l'ère du numérique ; il y a beaucoup d'informations qui circulent ; beaucoup d'utilisateurs sont gérés par les télécoms ; il est important en République Démocratique du Congo que nous dispo-

sions d'un cadre légal de régulation de toutes les données qui circulent pour féliciter à l'Etat qui a déjà mis une loi sur la protection des données en ca-



ractère personnel avec la loi de télécoms de 2020 ", a dit la conseillère Olga Kavira Kinyamusitu.

Elle a, à cet effet, encouragé le

gouvernement de poursuivre la mise en place du projet du code du numérique qui vient d'être validé au niveau du gouvernement central ce, pour ins-

taurer une autorité de régulation à caractère personnel.

Mme Olga Kavira a estimé ensuite

qu'il est important d'avoir une législation en matière de gouvernance des données parce qu'il faut notamment, protéger l'utilisateur de la donnée numérique, aussi stimuler les apprenants ou bien les manipulateurs des données d'avoir des compétences adéquates et forgées.

" Il faut aussi sécuriser la donnée numérique puisqu'aujourd'hui, elle est devenue un minerai qui est l'information qui doit être monnayée ", a fait savoir la conseillère du ministre du Numérique qui affirme en même temps que la RDC n'a pas une gouvernance axée sur une stratégie.

Dans ce cadre, elle a relevé que les données ne vont pas être vitales et qu'il est important de rappeler aux jeunes qui ont participé à ce Club de réflexion que, dans l'écosystème numérique, la législation sur les données est importante.

De l'intelligence artificielle dans le numérique

Le professeur Moussa Cédric Koveneké qui intervenait sur l'intelligence artificielle l'a définie comme un ensemble méthodologie électronique et informatique qui permettent à une machine d'observer son environnement, d'extraire l'information y relevant et de prendre des décisions, des actions de ce même environnement d'une manière automatisée.

Il a cité à l'exemple, certaines capacités que l'humain a, celle de voir et d'observer le trafic et d'en extraire l'information pour savoir si les routes ne sont pas surchargées et s'il n'y a pas d'excès de vitesse et tant d'autres.

Il a fait savoir que cette façon de concevoir les choses peut apporter au pays la possibilité d'optimiser tous les problèmes liés au transport qui est l'un de plus important à résoudre en République Démocratique du Congo en général et à Kinshasa en particulier.

M. Arthur Kaza Bahati, étudiant en ingénierie générale et représentant de la communauté Google des étudiants développeurs à Kinshasa et du projet Smart City qui vise à rendre la ville de Kinshasa comme les autres villes du 21ème siècle, a quant à lui, souligné la nécessité de passer par différentes technologies.

Il a indiqué qu'une ville intelligente, est une intelligence tant humaines qu'artificielle précisant à cet effet que le but de cette structure est de vulgariser cette technologie de l'intelligence artificielle qui n'est pas trop accessible aux congolais mais qui est possible grâce aux ressources de la communauté Google.

Il a, en outre, plaidé à travers la conseillère du ministre du Numérique, pour un accompagnement du gouvernement central en tant que structure regroupant des jeunes pouvant apporter des solutions adéquates aux problèmes qui gangrènent le pays dans le secteur de la nouvelle technologie de l'information et de la communication.

ACP/LRP

ACP/LRP

Une messe d'actions de grâces à Boma à l'occasion de 4ème anniversaire de la mort de Jacques Mbadu

Une messe d'actions de grâces a été célébrée mardi en la cathédrale Notre-Dame de l'Assomption à Boma, à l'occasion de 4ème anniversaire de la mort de l'ancien gouverneur du Kongo Central, feu Jacques Mbadu Nsitu.

L'abbé Pamphile Mbadu a, dans son homélie axée sur le thème " la foi des bonnes oeuvres " tiré du livre de Jacques, invité l'assistance à la prise de conscience et à poser des bonnes oeuvres pendant le pèlerinage sur la terre, soulignant que la foi sans les oeuvres est une foi morte.

Il a témoigné le degré de la foi de feu Jacques Mbadu qui, à t-il reconnu, possédait des oeuvres de charité et de la promotion de la province susceptible

Prenant la parole au nom de la famille Mbadu, Emmanuel Vebankuanga a sollicité l'implication du gouverneur de province Guy Bandu Ndongidi dans la démarche de la famille du regretté pour le rapatriement de son corps dans sa province afin d'accomplir son vœu d'être enterré dans son fief près de ses parents, rappelant que le vœu d'un mort constitue un testament.

Il a soutenu qu'ils garderont à jamais de lui les souvenirs d'un homme religieux, généreux et rassembleur au service de sa communauté et ne cesseront jamais d'appliquer sa devise " vaincre le mal par le bien " .

Il a remercié les autorités politico-administratives de la province pour cette messe d'actions de grâces or-

Le sens de la reconnaissance à Jacques Mbadu, selon le ministre provincial de l'intérieur

S'exprimant à la presse à l'issue de cette messe, le ministre provincial de l'intérieur, des affaires coutumières et de la sécurité, Papy Mambo a indiqué que cette reconnaissance de Jacques Mbadu Nsitu au niveau de la province comme un ancien gouverneur parti en mission et décédé à Kinshasa, intervenue à quelques jours de l'installation de l'évêque et l'arrivée du nouveau gouverneur Guy Bandu Ndongidi à la tête de cette province, prouve que le Kongo Central est sur la voie du décollage pour son développement.

Selon lui, cette messe célébrée en sa mémoire est une remise et reprise spirituelle qui va payer car, a-t-il soutenu, il n'y a jamais eu de remise et reprise spirituelle depuis la disparition de cet ancien gouverneur de province.

Plusieurs personnalités ont pris part à cette célébration eucharistique, parmi lesquelles les ministres provinciaux de l'intérieur, de la sécurité et des affaires coutumières, de la justice et porte-parole du gouvernement provincial et de l'éducation, des députés et sénateurs, le conseiller politique du gouverneur, des notables ainsi que des cadres d'autres institutions et entreprises de la province. L'ancien gouverneur Jacques Mbadu Nsitu est décédé à Kinshasa le 19 juillet 2018.



de pérenniser sa mémoire, avant de louer son caractère social ainsi que son engagement au sein de l'église catholique.

ganisée en mémoire de Jacques Mbadu à laquelle sa famille biologique a été associée pour la première fois depuis sa disparition.

Dr Jean Simon Mfuti: Une année des prouesses à la tête de la CNSS

Par Bibiche Mungungu

Une année depuis qu'il préside aux destinées de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), le Directeur Général à.i, Dr Jean Simon Mfuti très ambitieux dans les missions régaliennes de la Caisse, ce fonctionnaire de l'Etat dans un laps de temps a réalisé un travail de titan à travers les réalisations de plusieurs actions à la satisfaction des prestataires sociaux et de l'ensemble du personnel. Parmi lesquelles il y a notamment; l'augmentation de salaire des cadres et agents de la Caisse; la révision de la convention collective qui place l'agent de la caisse au centre de toute action; l'augmentation du minima des prestations sociales pour les passifs; l'augmentation des primes et transports des contrôleurs de la Caisse; le lancement de la campagne de recouvrement des cotisations sociales auprès des employeurs et ses locataires des villas et immeubles de la Caisse; maximisation des recettes et l'augmentation de réserve de l'entreprise; le paiement régulier des prestations sociales à terme échu sur route l'étendue de la République; etc. Jean Simon Mfuti s'est exprimé, mardi 19 juillet 2022 devant la presse lors d'une émission organisée pour éclairer l'opinion du fonctionnement de la Caisse.

Le DG a.i de la CNSS a expliqué que son institution est un Etablissement public sous la garantie de l'Etat. Il a ses objectifs assignés par la tutelle, le ministère de l'Emploi, Travail, Prévoyance Sociale par rapport à ses missions régaliennes liées aux aspects technique, administratif, social et financier. Il est heureux du travail abattu en une année. Il était obligé de mettre en place des bonnes stratégies, de recourir aux méthodes rigoureuses, de procéder à la transparence et à la confiance des uns et des autres pour aller de l'avant.

Parlant de l'assujettissement, Dr Jean Simon Mfuti a indiqué que le gouvernement de la République, à travers la ministre de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale, Claudine Ndusi a instruit les autorités de la Caisse de régler les problèmes des retraités pour améliorer leurs revenus sans pour autant entraîner le déséquilibre du régime. A l'heure actuelle, les prestations sociales qui au départ étaient de 220.000 francs congolais ont augmenté de 320.000 francs congolais, le minima.

Dès son entrée à la tête de la Caisse, il a rencontré plusieurs problèmes liés à la loi des parties



(la convention collective); la révision salariale et la promotion générale . Tous ces problèmes ont trouvés substantiellement des solutions. Cette convention collective de 2007 a été révisée et a réglé plusieurs problèmes sociaux du personnel mais aussi de l'efficacité sur la garantie et la pérennisation de la caisse. " Je peux m'estimer fier aujourd'hui d'autant plus que la réserve de sécurité sociale a évolué substantiellement et cela grâce à la maximisation des recettes", a-t-il dit.

Étant fils maison au poste de directeur plus de 10 ans au sein de la caisse, le Dg Jean Simon Mfuti maîtrise bien le dossier du fond. Ainsi, le dialogue social lui a permis de faire des échanges fructueux avec la délégation syndicale sur l'ensemble du personnel et surtout des prestataires sociaux, les premiers bénéficiaires du Régime général de la Sécurité Sociale. Il s'est mis au travail de manière responsable avec ses collaborateurs et se sont engagés pour atteindre les objectifs fixés. C'est ce qui a été fait.

Augmentation de salaire

Pour le Dr Jean Simon Mfuti, l'ouvrier doit mériter son salaire. Il a pris des mesures incitatives et régler les problèmes de la vie courante. Il a par ailleurs, rassuré que les négociations salariales datent de longtemps. " Vous ne pouvez

pas demander à quelqu'un de bien faire le travail sans pour autant être bien payé. Ce n'est

pas humain. Je suis dans une profession qui s'inscrit dans le vrai amour du prochain. Par notre profession de médecin, nous sommes au service des autres de manière naturelle", a-t-il indiqué.

D'où proviennent les recettes de la Caisse ?

Le Régime général de la sécurité sociale s'articule que deux volets à savoir ; l'assujettissement et la prise en charge. Par l'assujettissement, la loi et les règles de la République donne le droit à tous les travailleurs selon le code du travail d'être immatriculés à la Caisse. C'est une obligation à tous. Et il y a la proportion réservée à la cotisation sociale. C'est l'employeur qui a la charge de verser à la Caisse.

Quant au loyer, la Caisse a un patrimoine immobilier. Les revenus de ce patrimoine permettent à la Caisse d'avoir des moyens conséquents pour son fonctionnement. Il y a également des réserves des dépôts en terme qui produisent des intérêts.

Il est vrai que la situation du patrimoine de la Caisse n'a pas encore bien évoluée. Mais à travers les passations ses marchés, la Caisse espère lancer dans des grands projets d'investissement pour consolider davantage la pérennisation du Régime général de la sécurité sociale.

A en croire le Dg Jean Simon

Mfuti, les locataires insolvable qui occupent, les villas, les appartements du patrimoine de la Caisse

ont reçu des notes de mise en demeure même les intouchables de payer régulièrement leurs loyers à travers la campagne du recouvrement. Et cela a porté des fruits. Au niveau du Conseil d'Administration, il a été décidé de fixer un taux précis pour les unités locatives résidentielles, commerciales, administratives. Cette décision sera bientôt effective dans les tous prochains jours. Il a évoqué aussi la réforme du Régime général de la sécurité sociale qui a concouru à la bonne couverture équilibrée homme-femme et qui a amené plusieurs innovations.

Prestations sociales

La maîtrise du fichier des prestataires sociaux pose problème. La Caisse paie près de 70% des prestataires sociaux par la voie bancaire, les 30% à la caisse espèce. Le Dg a insisté sur le contrôle. Ainsi, les audits sont en cours pour avoir la situation générale. Des mesures sont prises à cet effet, pour payer à qui de droit afin d'améliorer les choses surtout avec la numérisation.

Il a invité les employeurs de s'affilier à la CNSS et à cotiser régulièrement avec des cotisations adéquates pour garantir les vieux jours de leurs travailleurs. Au personnel, il a recommandé le bon travail pour relever ensemble les défis.

Entrepreneuriat : mon calvaire en RDC (Tribune de Jo Sekimonyo)*

Selon le récit dépeint par les organisations internationales et approuvé par les Congolais à l'intérieur et à l'extérieur du pays, les principaux défis auxquels sont confrontés les investissements et l'entrepreneuriat en RDC sont la médiocrité des infrastructures, un système fiscal arbitraire et une bureaucratie corrompue. Pour ce faire, les gouvernements successifs lancent de grands projets de désenclavement de ce sous-continent et promettent des efforts accrus contre la corruption et une meilleure collecte des recettes. Mis à part les scandales qui en ont résulté, ce sont des réponses faciles à des questions qui abordent superficiellement le problème fondamental.

On pourrait en déduire une contradiction scandaleuse dans la ferme croyance en un avenir meilleur pour la RDC et un appel solennel aux nationaux et étrangers sincères à ne pas investir, dans l'immédiat, dans mon cher pays d'origine. C'est plutôt avec un sens patriotique et des frustrations aiguës et sans ressentiment que ce plaider rationnel est mené.

Après avoir fait face à une longue liste de caprices bureaucratiques ostentatoires et ridicules en essayant d'investir et de créer des entreprises en RDC, avec une préoccupation moderne, on conclut qu'il vaut mieux commencer dans l'espace alors que la politique et la réglementation n'existent pratiquement que dans une zone où les garde-fous et les évènements sont déjà en place. L'écosystème des médias télévisuels en est malheureusement une bonne illustration.

Potentiel des médias télévisuels

Les médias sont au cœur du développement équitable. Ils peuvent révéler la corruption. Ils peuvent surveiller les politiques publiques en faisant la lumière sur l'action gouvernementale. Ils permettent aux gens d'exprimer diverses opinions sur la gouvernance et la réforme, et aident à établir un consensus public pour apporter des changements.

La télévision est considérée comme l'un des médias de masse les plus importants et les plus influents car elle a eu un grand effet sur l'audience. Fondamentalement, elle existe pour éclairer et divertir le public. Elle tend un miroir à nos vies, soit directement à travers l'actualité et l'actualité, soit indirectement à travers la comédie ou le drame, et nous permet de sortir de notre existence dans des mondes différents du nôtre.

En RDC, d'une part, il est attristant de voir des Congolais s'asphyxier

financièrement ou étrangler les autres pour s'offrir un bouquet télévisé appartenant à des étrangers afin d'avoir un meilleur contenu pour se nourrir la tête et divertir leurs familles. Du coup, ils deviennent esclaves des fantasmes des autres qui n'ont rien à voir avec



leur réalité et leurs défis.

En revanche, un plateau de télévision devient super solitaire et vide lorsque le dialogue est entraîné dans le domaine de l'économie politique pour aborder de vrais problèmes citoyens comme le chômage et les salaires ou analyser la feuille de route du gouvernement.

Ma motivation

L'économie a une grande importance dans la vie humaine. La télévision peut améliorer l'efficacité de l'économie en fournissant aux acteurs des informations plus nombreuses et de meilleure qualité pour prendre des décisions et en améliorant la stabilité. Elle catalyse des changements positifs dans la société en fournissant des informations qui influencent l'opinion publique. Elle aide les marchés à mieux fonctionner.

La culture financière des classes sociales économiquement les plus faibles est l'épine dorsale de l'inclusion financière.

Comme l'audiovisuel public est accessible à tous, la télévision frôle l'analphabétisme. Elle peut être utilisée pour préparer une bonne communication pour le développement de la société ou la mise en œuvre dans le secteur du développement. Il y a lieu de présenter un point de vue vivant sans embrasser futilement aux théories économiques comme la présentation des nombres mathématiques, au lieu de cela il y aura de dialogues et informations sur des problèmes réels et pertinents.

C'est ainsi que pour des raisons

égoïstes d'économiser de l'argent et du temps au lieu d'organiser des conférences dans toutes les universités de ce sous-continent pour décoloniser et désenclaver l'état d'esprit des jeunes âmes et démystifier les idées et les notions comme le vrai problème

proie.

Mi-2019, j'avais tous les papiers et j'ai effectué le premier paiement à la DGRAD. On m'a dit que NBS Channel se connecterait très bientôt au distributeur numérique public. L'équipement a été acheté des Etats-Unis et de la Chine puis expédié à Kinshasa. Des présentateurs et des producteurs ont été embauchés, même deux blancs pour réciproquer les chaînes étrangères qui embauchent les congolais. Des amis universitaires à l'étranger et des personnes désireuses de participer à travers tout le pays ainsi que des sponsors faisaient la queue. Puis tout s'est écroulé et le cauchemar a commencé.

Goulots

Tout blocage ou revers qui retarde vos processus métier peut être considéré comme un goulot d'étranglement, ce qui, dans une entreprise, fait référence à des zones de congestion au sein d'un système de production résultant d'une augmentation des charges de travail.

Malheureusement, en RDC, ce sont des individus ou devrais-je dire des bandits mandatés en quelque sorte à rançonner des clients, des contribuables, des investisseurs ou des entrepreneurs pour le boss ou tout le système. Ils sont partout dans les institutions publiques. Tout le monde dans le système les connaît, ils rigolent même quand on mentionne leur nom.

Rencontre avec l'ancien Ministre de la Communication et des Médias, la "TNT", le "RENATELSAT", le "CSCA", l'"ANR", tout comme la "DGRAD", tous manifestant un profond sentiment d'inquiétude mais rien n'a changé. Frapper à l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements "ANAPI", au PALU ou au ministère de justice était une autre leçon choquante car ils étaient tous impuissants.

Au-delà des dysfonctionnements ignobles des services de l'État dans lesquels ces brigands prospèrent et nourrissent leur sens du droit, il y a une question plus fondamentale négligée de tous qui reste à réévaluer car étant à la base de ce drame : le rôle de l'État dans notre économie.

Hanté par le fantôme de Léopold II

Les présupposés faux du rôle que l'État dans l'économie sont les facteurs clés dans la création d'un écosystème propice à toutes sortes de méfaits tels que les détournements de fonds publics et les rançons des com-

(Suite à la page 8)

Le Président Félix Antoine Tshisekedi pour la remise en service de l'usine de production des panneaux préfabriqués de Kisangani

Le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, a recommandé, au cours de la soixante-deuxième réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, vendredi dernier à la Cité de l'UA, la remise en service urgente de l'usine de production des panneaux préfabriqués de Kisangani, dans la province de la Tshopo.

L'opérationnalisation de cette unité

médias, porte-parole du gouvernement, la construction rapide des infrastructures et participera à l'atteinte des objectifs du Programme de développement local (PDL-145T).

Invité à faire des propositions idoines permettant à cette usine de jouer pleinement son rôle, le ministre d'Etat, ministre des Infrastructures et Travaux Publics a présenté au Conseil les activités préconisées, en deux pha-

briqués en stock à Kisangani, pour lesquels l'on devra déterminer la quantité de ceux utilisables, identifier les sites d'implantation de différentes structures et évaluer les matériels et équipements de chantier nécessaires pour la construction des bâtiments ainsi que les coûts de mise en œuvre, tout en recherchant l'arrimage au PDL-145 T.

Quant à la deuxième phase, a poursuivi le ministre d'Etat, celle-ci vise la gestion durable et la pérennisation de l'usine de production

sant la concrétisation des opportunités industrielles existantes dans nos provinces, lors de la 39ème réunion du Conseil des ministres, tenue vendredi 04 février 2022, des recommandations relatives à la relance des activités de cette usine.

Le ministère des Infrastructures et Travaux Publics, qui a sous sa tutelle l'Agence Congolaise des Grands Travaux (ACGT), a été ainsi mis à contribution pour cette usine comptant parmi les projets de développement du tissu industriel en provinces, dont la

finalité est, selon le Chef de l'Etat, d'absorber le chômage en s'appuyant sur les compétences locales par la création d'emplois qualifiés et non qualifiés,

Dans le cadre de la coopération sino-congolaise, cette usine de production de panneaux en polystyrène armés, installée dans la province de la Tshopo, a pour finalité la construction d'immeubles de plusieurs types pouvant servir d'écoles, de centres de santé, de maisons d'habitation ou encore de bureaux administratifs, signale-t-on.



des panneaux préfabriqués.

Développement du tissu industriel dans nos provinces

Le Président de la République avait formulé, dans sa communication vi-

industrielle pour laquelle les fonds publics ont été décaissés depuis cinq ans pour son acquisition et son installation, facilitera notamment, selon le ministre de la Communication et

ses, en vue de la production de ces panneaux préfabriqués, a fait savoir le porte-parole du gouvernement.

La première phase se rapporte à l'utilisation des panneaux déjà préfa-

ACP/LRP

Entrepreneuriat : mon calvaire en RDC (Tribune de Jo Sekimonyo)*

(Suite de la page 7)

merçants, des entrepreneurs et des investisseurs par les fonctionnaires et les acteurs politiques.

L'obsession de l'idée que l'augmentation du budget de l'Etat prime sur les revenus des citoyens est à la fois folle et économiquement suicidaire.

Petit à petit après l'Indépendance, l'Etat s'est en effet substitué à la métropole coloniale. Comme en RDC on ne fait pas de politique mais plutôt on fait la débrouillardise par la voie de la politique, au point qu'un législateur ne comprend pas sa prérogative de se battre pour inclure des projets comme l'école et l'hôpital de sa circonscription dans le budget national au lieu de la prendre de sa propre poche, rendant l'esprit de ces acteurs transactionnel plutôt que stratégique. De fait, il n'est pas étonnant que des êtres aux motivations primitives, les goulots, aient beaucoup de pouvoir et d'estime.

Cet état de fait a un certain parallèle tragique pendant l'Etat indépendant du Congo, comme les Congolais qui ont été choisis par les colons pour couper les mains d'autres indigènes qui n'ont pas respecté les quotas fiscaux de Léopold II. Par contre, ce qui est à la fois sordide et une culture toxique pour le développement d'une nation, ce que quiconque me sonde

sur le lancement de la chaîne me demande si je n'ai pas proposé le bon montant pour le pot-de-vin, étant un droit en dessous.

Par-dessus tout

Les principales fonctions de l'Etat sont de fournir un cadre juridique et infrastructurel propice aux entreprises commerciales et aux citoyens de s'enrichir. Différents arguments existent quant à la fonction nécessaire et appropriée de l'Etat dans une économie capitaliste telle que la RDC. Les partisans du laissez-faire privilégiant un Etat limité à la fourniture de biens publics et à la sauvegarde des droits de propriété privée. Les partisans de l'interventionnisme soulignent l'importance de la régulation, de l'intervention et de la stabilisation macroéconomiques pour créer un environnement propice à l'accumulation du capital et des affaires. En tout cas, c'est le peuple d'abord, et après l'Etat.

Tout au long du processus, j'ai rencontré des experts charmants et puissants, et parfois je ne pouvais pas faire la différence entre l'incompétence et l'incompétence des autres. J'ai eu la chance d'apprendre la capacité d'être humain malgré le salaire misérable des fonctionnaires et j'ai été dégoûté par l'affirmation " les loups

ne se mangent pas ". La mission est de refléter la situation économique de la RDC et du monde en introduisant une vision approfondie pour ceux qui s'intéressent à l'économie et les décideurs en plus des porteurs de projets, des investisseurs et des diverses classes économiques.

Jeune-turc

Un dirigeant politique ou une personne occupant un poste au sein du gouvernement devrait se préoccuper de son héritage, de ses réalisations historiquement importantes de son mandat.

Un principe idéologique qui a bien plus de politique économique que de simples implications politiques se situe à la jonction du parti dont le ministre de la Communication et des Médias Patrick Muyaya Katembwe est issu, le Parti lumumbiste unifié " PALU ", et du parti du président Felix Tshisekedi, l'Union pour la démocratie et le progrès social " UDPS "; " le peuple d'abord ", et j'y ajouterai " les poches de l'Etat ensuite ".

Rien qu'à Kinshasa, sur les 200 chaînes connectées au distributeur numérique public, près de la moitié n'ont aucune autorisation ou avis favorable, même de l'ANR, et moins de 10% ont tous les avis favorables

comme NBS Channel. Comment cela a-t-il pu arriver ? plus que cela, comment pourrait-il encore être toléré après 2 ans de promesses de nettoyer le système ? Pourquoi les mêmes personnes qui ont été utilisées pour créer le désordre tiennent-elles le balai ? Pourquoi parle-t-on d'un nouveau frais qui s'ajoute aux 15 000 \$ alors que le service n'est pas encore rendu ?

Le ministre Muyaya, en plus d'être issu du monde des médias, a été plébisciter comme ayant un esprit et des aspirations modernes. Il tient entre ses mains ce qui est la clé de l'expansion et de la croissance des secteurs essentiels au développement de la RDC tels que le tourisme, l'éducation, l'innovation et surtout l'alphabétisation économique. Va-t-il un jour se décider de se démarquer et de réparer le gâchis de ses deux récents prédécesseurs, l'un qui a choisi d'être tristement infâme et l'autre historiquement non pertinent.

Jusque-là, la liste des questions et énigmes ne cesse de s'allonger et d'ici là se transformera progressivement en doute.

***Jo M. Sekimonyo* Auteur, théoricien, militant des droits de l'homme et économiste politique**

Haut-Uélé I : Près de 5 000 candidats prennent part à l'examen d'État/2022

Le gouverneur de Province du Haut-Uélé, Christophe Baseane Nangaa, empêché pour les aléas d'État, a été représenté par son ministre intérimaire de l'enseignement primaire, secondaire et technique, Jean Chrysostome Gbandazwa Masibanda, au lancement le lundi 18 juillet 2022 à Isiro des épreuves de l'examen d'État/2022.

Prenant ainsi la parole au nom de l'autorité provinciale devant le président de l'Assemblée provinciale, A. Afongenda Sumbu et plusieurs autorités de la province, Jean-Chrysostome Gbandazwa Masibanda a exhorté les candidats à plus d'engagement à relever le défi

"Après 12 ans de prestation scolaire, vous allez aujourd'hui aux épreuves de certification nationale pour l'obtention de vos diplômes d'Etat", a-t-il fait savoir à ces élèves finalistes du secondaire.

Et de remercier que lesdites épreuves ne constituent pas une fin en soi. Mais bien entendu et bien plus un début en ce sens que cela leur ouvre la voie à l'univers, à l'humanité.

A son tour l'Inspecteur Provincial

Principal de l'EPST, Dominique Kazadi Ndala a fait savoir que 4.978 candidats dont 2.105 filles prennent



ciales pour la réussite de cette année scolaire.

"De prime à bord, qu'il me soit per-

Educationnelle du Haut-Uélé I en particulier", a-t-il reconnu.

Kazadi Ndala a ensuite révélé aux candidats à l'examen d'État les nouvelles dispositions prises au niveau du ministère de tutelle concernant ces épreuves.

Les critères généraux actuels disposent que le candidat doit au préalable avoir au moins 50% dans l'une des disciplines essentielles de l'option. Et secondairement, réaliser au moins 50 % des points à l'examen d'État et à l'école.

Et de poursuivre qu'à partir de cette édition d'examen d'État, la Bourse d'études 'Excellentia' avec les avantages y afférents qu'octroie généreusement la Première dame, Denise Nyakeru Tshisekedi, a été revue à la baisse à partir de 85%.

Événement à caractère National, les épreuves de l'examen d'État se déroulent sur toute l'étendue de la République Démocratique du Congo du Lundi 18 juillet au jeudi 21 juillet 2022.

Philippe Dephill Lipo

part à ces épreuves sur l'ensemble de la province éducationnelle I.

Rendant grâce à Dieu, l'inspecteur provincial principal a reconnu à sa juste valeur les contributions des autorités tant nationales que Provin-

cialis (...). de reconnaître les efforts du pragmatique Gouverneur l'Honorable, Excellence Christophe Baseane Nangaa pour qui l'Éducation est dans son programme une priorité et pour tous ces bienfaits dont le Haut-Uélé en général et la Province

EPST : la clôture de l'année scolaire 2021-2022 renvoyée au 23 juillet de l'année en cours

La date de clôture de l'année scolaire 2021-2022, antérieurement fixée le 21 juillet, est renvoyée au 23 juillet de l'année en cours sur toute l'étendue de la République, indique un communiqué du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) parvenu mardi à l'ACP.

Selon le document, cette date a été repoussée afin de ne pas perturber le déroulement normal de la session ordinaire de l'Examen d'État qui a débuté lundi et se clôturer jeudi prochain.

Le ministre du secteur, le Pr Tony Mwaba Kazadi, adressera, à partir de Kinshasa, un message de clôture de l'année scolaire aux élèves, aux pa-

Par ailleurs, le ministre de l'EPST, en mission de travail à Kolwezi, chef-lieu de la province du Lualaba, a invité les autorités et les acteurs du secteur de l'éducation de cette entité à s'approprier la campagne " Pas une école sans banc " , lancée depuis octobre 2021 à Kabeya Kamuanga dans la province du Kasai-Oriental.

Il leur a demandé, à cet effet, de fabriquer, au moins mensuellement quelques bancs avec les frais de fonctionnement des écoles. Ce, avant de remettre à titre symbolique 200 bancs sur les mille disponibles aux autorités étatiques et éducationnelles. Ce don s'ajoute aux 5 motos remis aux responsables de l'EPST/ Lualaba,



rents et à tous les partenaires de l'éducation, souligne le communiqué.

La rentrée scolaire 2022-2023, rappelle-t-on, est fixée au 5 septembre 2022.

Les autorités du Lualaba appelées à s'approprier la campagne " Pas une école sans banc "

dans le but de faciliter le déplacement des inspecteurs principaux provinciaux (IPP) au cours d'une cérémonie qui s'est déroulé, en présence de la gouverneur a.i. de cette entité, Fifi Masuka Saini.

ACP/LRP

Ituri : meurtre d'un réparateur de motos: le ministère public requiert la peine de mort pour deux militaires

L'auditeur militaire de garnison a requis mardi la peine de mort pour deux éléments des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) poursuivis pour violation des consignes et meurtre d'un réparateur de motos dans son réquisitoire lors d'une audience publique du tribunal militaire garnison de l'Ituri siégeant en chambre foraine à l'esplanade du commissariat de la PNC du centre de négoce de Komanda situé à 73km de Bunia.

L'organe de loi a également sollicité du tribunal militaire de domma-

poursuivi la défense a demandé son acquittement au motif que d'une part il a été déchargé par son copreveu du fait qu'il a avoué de n'avoir bénéficié d'aucune assistance de quiconque pour commettre son forfait et de l'autre les témoins était incapable de prouver la participation de l'un de militaire dans la commission de cette infraction de meurtre.

Après avoir clos le débat le tribunal militaire a pris l'affaire en délibéré promettant de se prononcer d'ici vendredi.

En date du vendredi 08 Juillet 2022



ges et intérêts de l'ordre de 100.000 USD à payer par le militaire accusé de meurtre du réparateur de motos.

D'après le défenseur militaire le sous commissaire Jean Lufulwabo qui est l'un de conseil dans ce procès la défense a plaidé coupable pour le militaire poursuivi de meurtre tout en sollicitant de circonstances atténuantes pour ce dernier en raison de sa délinquance primaire.

Concernant l'autre militaire a-t-il

dans la localité d'Otomabere située en territoire d'Irumu une altercation s'est produite entre la victime qui réparait une moto et le militaire sous examen ce dernier aurait ouvert le feu sur le réparateur qui a succombé quelques heures après de suite de ses blessures. Le non-respect du contrat par le réparateur de motos serait la principale cause de l'acte disproportionné du militaire, rappelle-t-on.

ACP/LRP

A Kisangani, ANMDH exhorte les jeunes à agir et inspirer le changement

La Journée internationale Nelson Mandela (Mandela Day en anglais) commémorée chaque 18 juillet n'est pas passée cette année inaperçue à Kisangani, chef-lieu de la province de la Tshopo.



De gauche à droite : les intervenants Gertrude Lionde et Charles Balonga ainsi que Mme Sabine Sefu, ANMDH. Photo JP

L'organisation Les " Amis de Nelson Mandela pour la Défense des Droits de l'Homme (ANMDH) " a consacré cette journée, tombée le lundi dernier, à une réflexion-débat avec pour invités (cible) les jeunes (élèves, étudiants, stagiaires activistes des droits de l'homme, etc) sur le combat de Nelson Mandela, réflexion-débat à laquelle ont participé quelques partenaires de cette structure (organisations de la société civile, médias...). C'était à son siège situé sur le boulevard du 30 Juin dans la commune Makiso.

Un modèle de courage

Pour M. Charles Balonga, coordonnateur honoraire d'ANMDH/Tshopo et consultant à cette organisation, Nelson Mandela Madiba reste un modèle de courage et de persévérance dans la lutte pour la liberté et l'égalité. L'influence du combat mené par ce héros de lutte contre l'Apartheid va bien au-delà des frontières de son pays, l'Afrique du Sud.

" C'est à cause de son combat que Nelson Mandela a été emprisonné par le régime blanc de l'Apartheid pendant 27 ans ", a rappelé l'orateur, surtout à l'intention de ces jeunes qui connaissent peu sur cette icône africaine.

Evoquant l'arrestation de Nelson Mandela en 1962, Charles Balonga l'a justifiée par son opposition aux lois de l'Apartheid en Afrique du Sud. " Ces lois regroupent la population sud-africaine en quatre catégories : personnes blanches européennes, personnes noires, personnes de couleur ou métisses et personnes indiennes ", a explicité le consultant à ANMDH/Tshopo. Et de se désoler du fait que la population blanche, qui ne compte que 15% de la population sud-africaine, est au sommet et détient pouvoirs et richesses.

Paradoxalement, a-t-il renchéri amèrement, la population sud-africaine noire qui comprend 80% de la population du pays, est reléguée tout au bas de la hiérarchie.

Un avocat et défenseur gratuit

Pour sa part, Mme Gertrude Lionde, chargée des programmes d'ANMDH/Tshopo a brossé l'histoire et la vie de Nelson Mandela, " Nelson Raihahla Madiba, de son nom tribal, est né le 18 juillet 1918 à Mvezo en Afrique du Sud. Il fut l'un des mineurs historiques de la lutte contre le système politique d'Apartheid et le président de la République Sud-Africaine de 1994 à 1999, à la suite des premières élections nationales non raciales ", a rappelé d'entrée de jeu Mme Gertrude Lionde.

Elle a souligné que dans les années 1950, Nelson Mandela était un avocat et défendait gratuitement ou pour une somme modique les personnes noires qui défiaient les lois de l'Apartheid, une politique de ségrégation dans son pays natal de manière pacifique.

L'intervenante a salué le courage et la persévérance du premier président noir en République Sud-Africaine : " Nelson Mandela a passé 27 ans en prison pour s'être opposé au régime de l'Apartheid en Afrique du Sud soumis à de dures conditions vivant à briser sa volonté. Il refuse d'abandonner ses tentatives pour réaliser l'égalité pour tous et toutes ".

Malgré le terrible sacrifice personnel que constitue l'emprisonnement, Nelson Mandela continue à agir en leader et mobilise les autres prisonniers. " Après sa libération, il participe aux négociations visant à mettre un terme à l'Apartheid et devient le premier président d'Afrique du Sud à avoir été élu démocratiquement ", a conclu Gertrude Lionde.

Auparavant, elle a passé en revue le caractère résistant de Mandela : volonté de poursuivre l'opposition à l'Apartheid dans la lutte armée en créant le groupe UMKHO-NTO WESI ZWE (Fer de lance de la Nation), 17 mois dans la clandestinité, arrestation en 1962, traduit en justice en

1963 avec 7 de ses collègues pour un certain nombre d'accusations et condamnation en prison à vie (Prison de l'Ile Robben).

Afin d'exhorter les jeunes sur le modèle de Nelson Mandela, la chargée de programme d'ANMDH/Tshopo leur a fait un rappel en ces termes : " Son idéal le plus cher a été celui d'une société libre et démocratique dans laquelle tout le monde vivrait ensemble, en harmonie et avec les chances égales. C'est un idéal pour lequel j'espère vivre et que j'espère accomplir mais si nécessaire, c'est un idéal pour lequel je suis prêt à mourir ".

Quelques autres pensées de Nelson Mandela étaient affichées à l'intention de ces élèves, étudiants, stagiaires défenseurs des droits de l'homme : " ... Quand tu t'es battu si dur pour te remettre debout ... ne retourne jamais vers ceux qui t'ont mis à terre. Je vais vous dire un secret, dans la vie, il ne faut jamais lutter contre les hommes ; il faut lutter contre le système ".

Pourquoi les Nations Unies ont institué cette Journée

En novembre 2009, par sa Résolution 1/RES/64, l'Assemblée Générale des Nations Unies a déclaré le 18 Juillet " Journée internationale Nelson Mandela " en l'honneur de la contribution apportée par l'ex-président sud-africain, Prix Nobel de la Paix à la culture de la paix et de la liberté.

Elle reconnaît ainsi les valeurs défendues par Nelson Mandela et son dévouement au service de l'humanité qu'il a manifesté pour son action humanitaire dans les domaines du règlement

à l'échelle internationale et à la promotion d'une culture de paix dans le monde entier.

ANMDH : 30 ans dans la vision de Mandela

Créé en 1992 à Kisangani par 12 personnes avec pour siège la paroisse Christ-Roi de la commune de Mangobo, l'organisation " Les Amis de Nelson Mandela pour la Défense des Droits de l'Homme (ANMDH) " œuvre depuis 30 ans en République du Congo dans la recherche de la paix, l'éducation à la démocratie, la promotion des droits de l'homme, la prévention et la résolution pacifique des conflits.

Bref, cette ONGDH défend les valeurs défendues par Nelson Mandela.

Quid de la situation

sociopolitique dans la Tshopo

L'actualité oblige. La situation sociopolitique de la province de la Tshopo a été briefée aux participants constitués en majorité des jeunes.

Il s'agit du bicéphalisme à l'Assemblée provinciale avec un Bureau permanent et un Bureau d'âge qui ne se reconnaissent pas mutuellement.

Il s'agit aussi d'un gouvernement provincial intérimaire qui se prolonge, conséquence du contentieux sur l'élection du gouverneur et du vice-gouverneur le 06 mai 2022 (1er tour) et le 09 mai 2022 (second tour).

Ces crises institutionnelles mettent en mal le fonctionnement de la province de la Tshopo et influent négativement sur le social de la population qui est confrontée au banditisme urbain et à la justice populaire notam-



Les jeunes, les membres d'ANMDH/Tshopo et les partenaires posent en famille. Photo JP

des conflits, des relations entre les races, de la promotion et de la protection des droits de l'homme, de la réconciliation de l'égalité entre les sexes, des droits des enfants, et autres groupes vulnérables, et du progrès des communautés démunies et sous-développées.

Les Nations/Unies reconnaissant la contribution que Nelson Mandela a apportée à la lutte pour la démocratie

ment. Ils ont été exhortés à agir et inspirer le changement.

Pour les acteurs des droits de l'homme d'ANMDH et leurs partenaires, cette situation doit interpeller les jeunes car leur avenir en dépend. Ces derniers ont été conscientisés à devenir prochainement les défenseurs des droits de la personne humaine afin de remplacer l'ancienne génération qui est dans la lutte depuis 1992.

Gilbert Risasi Sindano

Lutte contre les cancers de la peau chez les PVA : le Docteur Gaylord Inena à Kisangani pour la distribution gratuite des crèmes solaires

Après Kinshasa, Mbuji Mayi, le docteur Gaylord Inena Wa Inena séjourne actuellement à Kisangani

Le lundi 18 juillet 2022, à l'hôpital du Cinquantenaire de Kisangani, ce médecin spécialiste en dermatologie sur la

d'albinisme venues de tous les coins du chef-lieu de la Province de la Tshopo.

un bon usage de ce produit reçu en donation auprès de Beyond SunCare, une organisation bienfaitrice espa-



pour continuer son combat acharné contre les cancers de la peau chez les personnes atteintes d'albinisme.

peau albinos a procédé à la distribution gratuite des crèmes solaires à une centaine des personnes atteintes

En sensibilisant l'assistance sur le cancer de la peau et ses effets dévastateurs, le médecin a demandé aux PVA et à leurs parents de faire

gnole. Et de poursuivre que cette crème solaire coûte très cher sous d'autres cieux et qu'elle est également rare dans plusieurs officines pharmaceutiques en Afrique noire et très adaptée à la peau albinos, car déjà testée dermatologiquement.

Pose de la première pierre des travaux de construction du bâtiment de la CNSSAP/Kisangani

Le vice-Premier ministre, ministre en charge de la Fonction publique, Modernisation de l'administration et Innovation du secteur public, Jean-Pierre Lihau, a procédé samedi dernier à la pose de la première pierre des travaux de construction du bâtiment de l'agence de la Caisse nationale de sécurité sociale pour les agents publics de l'État (CNSSAP) à Kisangani dans la commune Makiso. Ce bâtiment, a-t-il soutenu en pré-

restauration de la dignité de l'agent public de l'État, car il n'y a pas d'administration publique véritable, compétitive et efficace sans carrière structurée et organisée", a souligné, dans son adresse, le vice-Premier ministre.

La CNSSAP, un organisme public de prévoyance sociale du secteur public

La CNSSAP qui est un organisme public de prévoyance sociale du secteur public de l'État, vient compléter

autres catégories soumises au code du travail, est désormais complété, à travers la CNSSAP, au profit de diverses catégories des agents publics régis par le statut spécifique d'agents de carrière public de l'État. D'ici peu, a fait savoir Jean-Pierre Lihau, les militaires, les enseignants, les policiers et les Magistrats seront pris en compte. Auparavant, le représentant du gouverneur ad intérim, le ministre provincial en charge des Finances,

Grâce au plaidoyer incessant de Corbetta depuis 2015, les PVA de Kisangani peuvent aujourd'hui s'estimer chanceuses pour les soins et l'hygiène de leur peau délicate nécessitant un entretien permanent pour éviter l'avènement d'un cancer de la peau dont la prise en charge n'est pas toujours évidente.

Après avoir donné des explications précises quant à son usage au quotidien, Gaylord Inena Wa Inena a rassuré que Kisangani ne pourrait plus manquer cette substance chimique. Ainsi les PVA nécessiteuses pourraient en bénéficier périodiquement et surtout gratuitement.

Comme il a fait ailleurs pendant plusieurs jours sans répit, Docteur Gaylord Inena, appuyé par son équipe médicale procédera à quelques consultations dermatologiques au profit des personnes atteintes d'albinisme. Docteur Gaylord Inena a remercié l'hôpital du Cinquantenaire de Kisangani qui offre un cadre approprié permettant à Corbetta d'assurer régulièrement une prise en charge médicale et chirurgicale gratuite aux patients atteints d'albinisme.

Il a salué l'esprit humanitaire de ses collaborateurs. Aussi a-t-il ému le vœu de voir Corbetta et le mouvement associatif des PVA continuer de collaborer étroitement pour le bien être des personnes sujettes.

Philippe Dephill Ilo



sence des chefs de divisions de l'administration publique et des partenaires de l'État congolais, est le troisième construit dans l'arrière-pays, après celui du Haut-Katanga et de Mbuji-Mayi.

" La CNSSAP est un instrument de

en matière de couverture sociale, l'application d'une mission régalienne de l'État, celle d'assurer la sécurité sociale des travailleurs publics et privés.

Ce travail autrefois organisé par la CNSS dans un régime général en faveur des ouvriers du secteur privé et

Elias Ewengenyé, avait rendu hommage au Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, " pour son leadership agissant récupéré par l'ensemble du gouvernement de la République ".

ACP/LRP

Royaume-Uni: duel final entre Rishi Sunak et Liz Truss pour la succession de Boris Johnson

Après une campagne express lancée à la suite de la démission le 7 juillet de Boris Johnson, emporté par

cinquième et dernière fois ce mercredi pour choisir les finalistes dans la course au pouvoir. Ils ont choisi Rishi

tager d'ici début septembre.

Le gouvernement britannique sera dirigé soit pour la première fois par un homme non blanc, soit pour la troisième fois par une femme. Rishi Sunak, 42 ans, dont le départ du gouvernement début juillet a contribué à précipiter la chute du Premier ministre Boris Johnson, était le grand favori de la première partie de l'élection avec les députés. Mais il semble moins populaire auprès des militants que sa rivale Liz Truss, 46 ans.

L'ancien chancelier de l'Échiquier Rishi Sunak a obtenu 137 votes de députés conservateurs, devant Liz

Truss, la cheffe de la diplomatie britannique (113 votes) et la secrétaire d'État au Commerce extérieur Penny Mordaunt, éliminée avec 105 voix, selon les résultats annoncés par Graham Brady, responsable de l'organisation du scrutin interne.

Un débat entre les deux finalistes se tiendra le 25 juillet sur la BBC, a annoncé mardi le groupe audiovisuel public. Il reviendra ensuite aux 200 000 adhérents du parti de départager Liz Truss et Rishi Sunak lors d'un vote par correspondance. Le résultat doit être annoncé le 5 septembre.

RFI/LRP



Liz Truss (à droite) et Rishi Sunak (à gauche) sont les deux finalistes de la course à la présidence du Parti conservateur du Royaume-Uni. Le gagnant devrait être désigné Premier ministre début septembre 2022. © Reuters - Montage RFI

les scandales et les mensonges, les députés conservateurs votaient une

Sunak et Liz Truss, que les adhérents du Parti conservateur devront départager.

Gaz: la Commission européenne demande aux pays membres des réductions énergétiques

La Commission européenne vient de présenter ce mercredi 20 juillet ses propositions pour faire face à la crise du gaz ouverte depuis la guerre en Ukraine. Avec un but : surmonter la chute des livraisons de gaz russe. Parmi les propositions que détaille ce plan : limiter le chauffage de certains bâtiments, reporter la fermeture prévue de centrales nucléaires, ou encore inciter les entreprises à réduire leur consommation.

La réduction de la consommation, c'est le point principal des propositions de la Commission européenne. L'effort devra être solidaire et doit s'accompagner d'un remplissage des stocks de gaz qui devront être à 80 % de leurs capacités pour faire face à l'hiver 2023-2024.

Pour la présidente de la Commission européenne, Ursula von der

Leys, les États membres de réduire de 15 % leur consommation de gaz par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Ce sont les entreprises et les institutions publiques qui devront porter l'effort, car la consommation des ménages doit être protégée. Certains pays ont déjà commencé à réduire la consommation de gaz, comme les Pays-Bas ou la Finlande qui a fait d'ailleurs partie des premiers à se voir le gaz coupé par la Russie.

La part du gaz russe dans les importations allemandes est passée de 55% avant la guerre en Ukraine à 26% fin juin soit une réduction de moitié en moins de six mois

- Pascal Thibaut (@pthibaut) July 20, 2022

Pour ce qui est des mesures immédiates, la Commission va proposer de limiter la climatisation en été ou le chauffage en hiver à 19° maximum par exemple pour le chauffage des bâtiments publics ou commerciaux. Mais ces économies d'énergie devront accompagner des changements de source d'énergie pour l'industrie avec de nouvelles réouvertures de centrales au charbon et avec une extension de l'activité pour centrales nucléaires qui devaient être fermées.

Et si les réductions volontaires ne suffisent pas, la Commission propose de pouvoir déclencher un état d'alerte pour les rendre contraignantes.

RFI/LRP



La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, le vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans et le commissaire européen Kadri Simson tiennent une conférence de presse à Bruxelles, en Belgique, le 20 juillet 2022. REUTERS - YVES HERMAN

Leyen, l'éventualité d'une coupure complète du robinet du gaz russe doit être sérieusement envisagée. Le mot d'ordre, gérer la pénurie et pour ce faire, la Commission demande à tous

Soudan: 105 morts dans le conflit tribal dans le Nil Bleu en moins d'une semaine

Le conflit tribal dans le sud du Soudan a fait 105 morts et 291 blessés la semaine dernière, selon un nouveau bilan donné mercredi à l'AFP par le ministre de la Santé du Nil Bleu, Jamal Nasser. Après près d'une semaine d'affrontements à l'arme à feu, le calme est désormais revenu dans cet État frontalier de l'Éthiopie, mais les violences ont désormais gagné plu-

Les affrontements tribaux ont fait des centaines de morts au Soudan ces derniers mois, particulièrement au Darfour, dans l'ouest, frontalier du Tchad.

Ces affrontements éclatent généralement pour l'accès à l'eau et aux terres, vitales pour agriculteurs et éleveurs - souvent issus de tribus rivales - dans un pays où de très nombreux



sieurs autres États, les Haoussas, l'une des ethnies impliquées dans le conflit, se mobilisant à travers le pays pour réclamer " justice pour les martyrs ".

" Tout est calme désormais, mais il reste la question des déplacés ", a ajouté M. Nasser joint par téléphone à al-Damazine, chef-lieu du Nil Bleu.

Selon l'ONU, plus de 17.000 personnes ont fui leur maison par peur des balles perdues, principalement des femmes et des enfants, dont 14.000 survivent désormais dans trois écoles d'al-Damazine.

Situé dans le sud du Soudan, l'un des pays les plus pauvres au monde, l'État du Nil Bleu est lui aussi déshérité. L'ONU assure y avoir apporté une aide humanitaire à plus du tiers des habitants au premier trimestre 2022, soient 563.000 personnes.

ses armes circulent après des décennies de guerre civile.

De nouveau, c'est pour l'accès à des terres que la violence a éclaté le 11 juillet entre les Haoussas - l'une des plus grandes ethnies d'Afrique présente du Sénégal au Soudan - et le clan des Bartis - au Nil Bleu, frontalier de l'Éthiopie.

Si le calme y est revenu samedi, la violence a gagné plusieurs autres États, notamment Kassala, plus au nord, où lundi des milliers de Haoussas ont incendié des bâtiments publics.

Mardi, ils étaient des milliers à manifester à Khartoum, au Kordofan-Nord (centre) ou à Kassala, Gedaref et Port-Soudan sur l'est côtier, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La Librefrique/LRP

Le Mali expulse le porte-parole de la Mission de l'ONU

Les autorités maliennes ont ordonné, mercredi 20 juillet, l'expulsion du porte-parole de la Mission de l'ONU au Mali (Minusma), lui reprochant des " informations inacceptables " sur l'affaire des 49 militaires ivoiriens détenus depuis plus d'une semaine à Bamako, selon un communiqué officiel.

Le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali a annoncé, mercredi 20 juillet, inviter " Monsieur Olivier Salgado, porte-parole de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies, pour la stabilisation au Mali (Minusma) à quitter le territoire national dans un délai de 72 heures. "

Cette mesure fait suite " à la série de publications tendancieuses et inacceptables de l'intéressé " sur le réseau social Twitter, pour avoir déclaré " sans aucune preuve que les Autorités maliennes auraient été préalablement informées de l'arrivée des 49 militaires ivoiriens par vol civil ", le 10 juillet 2022, précise le communiqué.

Le communiqué insiste également sur la " disponibilité " du ministère pour maintenir le dialogue et poursuivre la coopération, avec " l'ensemble de ses partenaires internationaux, y compris la Minusma ".

Communiqué du MAECI invitant Monsieur @olivier_salgado , Porte-

parole de la @UN_MINUSMA à quitter le territoire national dans un délai

Invité à fournir des preuves ou à rectifier ses propos, l'intéressé aurait

ges les plus connus de la représentation de l'ONU au Mali. Présent dans



Des véhicules de la Minusma sécurisent l'aéroport de Kidal. RFI / David Baché

de 72h, suite à sa série de publications tendancieuses et inacceptables portant atteinte au partenariat du Mali avec la MINUSMA et d'autres pays. pic.twitter.com/SasAXMWbmg

- Ministère des Affaires étrangères du Mali (@MaliMaeci) July 20, 2022

refusé, selon le communiqué du ministère des Affaires étrangères maliennes. Pas de commentaire du côté de la Minusma mais un responsable de la mission tient à souligner qu'Olivier Salgado " a toujours travaillé avec un grand professionnalisme ".

Le Franco-Belge est l'un des visa-

le pays dès la création de la Mission il y a 9 ans, il était incontournable. Il a rendu public des centaines de communiqués, animé de nombreuses conférences de presse et organisé de multiples voyages sur le terrain avec les journalistes.

RFI/LRP

Défense: le Maroc et Israël consolident leur alliance militaire

C'est une courte visite, mais fructueuse, que vient d'achever le chef d'état-major israélien au Maroc, avec en point d'orgue une rencontre avec son homologue marocain. Cette visite militaire a renforcé les liens de coopération entre les deux pays.

C'est avec tous les honneurs que le général Aviv Kochavi, chef des armées israéliennes, a été reçu par le ministre marocain chargé de la Défense nationale, Abdellatif Loudiyi, et par son homologue, le général Belkheir al-Farouq. Le but de cette rencontre était de préparer le terrain, afin de monter des projets industriels militaires communs. Selon un observateur de la région, le Maroc a besoin de la technologie israélienne, notamment en matière de défense aérienne, mais

aussi de drones et de missiles.

Le lieutenant-général de

Elle fut dirigée par l'inspecteur général des forces armées royales marocaines



Le chef d'état-major de l'armée israélienne, le général Aviv Kochavi à Rabat, le 19 juillet 2022. © AFP PHOTO / HO / IDF

Tsahal a été accueilli aujourd'hui par une garde d'honneur au QG des forces armées royales marocaines à Rabat.

et d'autres hauts responsables militaires marocains.

Un rapprochement aussi sur le renseignement

Concernant les renseignements, cette coopération va accroître les liens entre les services de Rabat et Tel-Aviv, le tout dans un objectif de stabilité régionale.

Cette visite vient surtout parachever un rapprochement militaire entamé en 2020. Depuis, le ministre de la Défense s'est rendu à Rabat en novembre 2021 et au mois de juin. Des observateurs militaires israéliens ont participé, fin juin, à l'exercice militaire " African Lion 2022 ", le plus large sur le continent africain, co-organisé par le Maroc et les États-Unis.

Prochaine étape : l'inauguration de l'ambassade marocaine à Tel-Aviv. Selon le ministre israélien des Affaires étrangères, celle-ci devrait intervenir pendant l'été.

RFI/LRP

Le prochain sélectionneur des Léopards résidera à Kinshasa avec l'impératif des résultats

Le prochain sélectionneur des Léopards de la RDC devra résider, exclusivement, à Kinshasa, durant la période du contrat et aura comme mission principale, la préparation des Léopards A pour la poursuite des com-

en activité et disponible pour se consacrer entièrement à la sélection nationale et devra témoigner d'un savoir-faire et des compétences au football de haut niveau. Aussi, devra-t-il faire preuve d'une expérience d'au moins 5

moralité, d'une forte personnalité, de rigueur et de discipline ; avoir une parfaite connaissance de la langue française.

Les candidats intéressés doivent fournir un dossier de candidature comprenant les éléments suivants : un CV ; une lettre de motivation (2 pages au maximum) ; des copies certifiées des diplômes ; un projet de jeu ; métho-

dologie de travail, ou tout autre document jugé important par le candidat. L'absence d'une des pièces peut être un facteur de rejet du dossier. La durée du contrat des membres du staff est liée aux objectifs. La FECOFA attend les candidatures jusqu'au 22 juillet 2022 à 16 heures de Kinshasa.

ACP/LRP



pétitions internationales et l'impératif des résultats, a indiqué la Fédération congolaise de football association (FECOFA), dans un document d'appel à la candidature parvenu, lundi, à l'ACP.

Outre ces deux critères, le successeur de l'Argentin Raoul Hector Cuper devra être détenteur de la Licence A CAF, au moins pour les Congolais, et détenteur de Licence UEFA PRO pour les étrangers. Il devra être

ans justifiée par des bons résultats en équipes nationales ; avoir une parfaite connaissance du football africain et congolais en particulier ; disposer d'un bon carnet d'adresses au plan international ; et enfin, se soumettre aux textes réglementaires de la FECOFA et collaborer étroitement avec la Direction technique nationale.

Ce n'est pas tout ! Le nouveau mentor, très attendu, du onze national, devra aussi faire preuve de bonne

CAN Féminine 2022 : Le Sénégal et le Cameroun valident leur qualification à la Coupe du Monde

Les Lionnes de la Teranga du Sénégal et celles Indomptables du Cameroun, ont dimanche 17 juillet, leur qualification aux barrages intercontinentaux de la Coupe du monde féminine de la fédération internationale de football association (FIFA)- 2023.

Le Sénégal a obtenu son ticket grâce à sa victoire devant la Tunisie aux tirs (4-2), après un nul vierge à la fin du temps réglementaire, au Stade Mohamed-V de Rabat. Les Sénégalaises ont fait souffrir leurs adversaires, par moment, après avoir été, une sélection tunisienne rigoureuse, parfois trop sûre de sa force. Forte d'une maîtrise collective totale, les Aigles de Carthage n'ont pas su concrétiser leur domination, se butant ainsi, de-

Sa tentative a été bloquée par Ange Bawou, la gardienne camerounaise, qui a empêché aux Mares de rétablir la parité. Le Cameroun va terminer la rencontre en infériorité numérique, après l'expulsion de la nouvelle entrante Fadimatou Kome.

Les deux Lionnes joueront le tournoi final en février 2023.

Les quatre demi-finalistes de la CAN d'office qualifiés à la Coupe du monde 2023

Les quatre demi-finalistes de la CAN féminine 2022, qui représenteront l'Afrique à la prochaine Coupe du Monde de football féminine de la FIFA, qui se jouent concomitamment en Australie et en Nouvelle-Zélande en 2023.



Il s'agit du Maroc, du Nigeria, de l'Afrique du Sud et de la Zambie qui ont atteint le dernier carré de cette compétition continentale féminine. Deux autres pays africains doivent rejoindre les huit pays barragistes pour des éliminatoires inter-confédérations prévues en février prochain.

La décision de la FIFA d'étendre le tournoi, de 24 à 32 équipes à partir de l'édition 2023 de la Coupe du Monde féminine, a permis à l'Afrique d'avoir plus de représentants.

Les éliminatoires inter-confédérations qui vont mettre aux prises 10 sélections, offriront trois places pour la Coupe du monde. Le Cameroun et le Sénégal sont les deux sélections devant représenter l'Afrique dans ces éliminatoires après que leur victoire de dimanche dernier.

Les deux pays africains auront comme adversaire, le Panama, la Haïti, la Thaïlande et le Taïwan.

La compétition se jouera du 18 au 23 février en Nouvelle-Zélande, au Waikato Stadium d'Hamilton et au North Harbour Stadium, d'Auckland.

ACP/LRP

La LINAFOOT : l'AGO de Renaissance du Congo reportée à une date ultérieure

La Ligue nationale de football (LINAFOOT) a remis, à une date ultérieure, l'Assemblée générale ordi-



naire du FC Renaissance du Congo, initialement prévue lundi, au camp Kokolo, dans la commune de Bandalungwa, à Kinshasa, indique un communiqué de presse du secrétariat national de cette entité sportive, parvenue, lundi, à l'ACP.

La LINAFOOT fait savoir que cette décision est prise, suite à la confusion qui règne au sein du club vert-blanc et orange kinois à ce jour, où, le leadership continue à diviser l'équipe.

La DAPS récusé le dossier foot-

ball-club Renaissance du Congo SAS. La direction des activités physiques et sportives (DAPS) du secrétaire général aux Sports et loisirs, a récusé le dossier football-club Renaissance du Congo, dans une correspondance adressée au président du conseil d'administration du FC Renaissance du Congo ASBL, Pascal Mukuna.

La DAPS fait remarquer au conseil d'Administration de Renaissance, que la forme de la société à objet sportif ne cadre pas avec les dispositifs y relatives contenues dans l'arrêté ministériel n°46/01-MJSCA/CAB/MIN/01/2012 du 1er juin 2012. Le club n'a pas encore signé un contrat d'objectif avec le ministère des Sports et loisirs, prévue dans l'article 6 dudit arrêté et les correspondants officiels, d'une structure sportive sont, le président et le secrétaire sportif élus du club et non un président du conseil d'administration.

Le conseil d'administration de Renaissance est invité à prendre toutes ses observations en compte, avant de voir son dossier, en tant qu'un club société à objet sportif, soit approuvé par le ministère de tutelle.

ACP/LRP

VPM Bazaiba participates in the "Saint Petersburg Dialogue" on climate

Deputy Prime Minister, Minister of Environment and Sustainable Development, Eve Bazaiba Masudi takes part in Berlin, Germany in the 13th edition of the Saint Petersburg Climate Dialogue, 2022 edition which is held under the co-presidency of Germany represented by its Minister for Foreign Affairs, Annalena Baerbock and of Egypt by its Minister for Foreign Affairs, Sameh Shoukry. More than 40 ministers in charge of the climate of the world took part during two days, from July 18 to 19, 2022, in these discussions which constitute an opportunity for consultation and coordination between countries active in the efforts to fight against climate change in the world. It was also a question for these ministers of deepening the agenda of COP27 with a view to accelerating climate action on the issues of mitigation, adaptation, management of losses and damages highlighting that funding is needed to support these actions. At the opening of this discussion, Sameh Shoukry, Egyptian Minister of Foreign Affairs and President-designate of the COP27 drew attention to the need for concrete actions in Egypt. "The time has come to implement, after 6 years

of negotiating the Paris Agreement, the transition from the stage of negotiating legal texts to the implementation of actions on the ground... and this by helping the countries developing countries to deal with the consequences of climate change," he said. In her speech, Eve Bazaiba alluded to the organization by the DRC, in partnership with Egypt, of the preparatory work for COP27 in two phases, including the scientific and ministerial segment in September and November 2022. She noted the importance of the Congo Basin forests in the fight against global climate change. According to Deputy Prime Minister Bazaiba, "funding is needed to implement adaptation and mitigation measures in favor of the countries of the Congo Basin, without which it will be impossible to achieve the objectives assigned for a strong climate action." The Saint Petersburg Climate Dialogue was marked in the second part by the high segment co-chaired by Egyptian President Abdel Fattah Al Sissi and German Chancellor Olaf Scholz with the participation of United Nations Secretary General Antonio Guterres.

ACP/LRP

Reinforcement of security measures on National Road No. 1 in Kongo Central

The Kongo Central provincial government has adopted a series of measures to strengthen security on National Road No. 1, following a meeting chaired by the provincial governor, the Dr. Guy Bandu Ndungidi, announced last weekend, the spokesperson for this government and provincial Minister of Justice, Human Rights and Communication, Mrs. Anne-Marie Tsasa Mbuzi. These urgent measures, the entry into force of which was planned within seven days, follow the hearing of the report of the interministerial commission set up following the fatal accidents which caused the death of around thirty of people on July 12 and 13. The provincial government has, in particular, decided to install vertical and horizontal signs along the RN1, the construction of speed bumps on high-risk sections, the construction of parking areas, the relocation of access to the sand quarry on the Ngongo River and the laying of slabs on the bridge spanning this watercourse for the pas-

sage of pedestrians. He also decided to install public lighting in towns, cities, towns and villages located along this national road No. 1, to strengthen the authority of the State by providing the police with gear. control, the establishment of a medical and technical service capable of providing emergency assistance to victims of traffic accidents on national road n°1. The provincial government took, on the same occasion, urgent measures for the immediate evacuation of containers and wrecks of abandoned vehicles, and other self-propelled vehicles broken down and badly parked on this route of national interest from Kasangulu to Muanda and the repair of the part of the railing of the Ngongo bridge damaged during the accident. It also decided to take charge of the survivors of the accident, the funeral and burial of the deceased and the granting of assistance to families in need of the cause.

ACP/LRP

IFASIC: former students welcome new students with a football match at the IPG field

Former students of the Faculty Institute of Information and Communication Sciences (IFASIC) welcomed new students on Thursday, with a leisure football match, at the field of the Gombe Professional Institute (IPG), which ended in victory for the alumni with a score of 3-1. Students Divin Matondo, Dems Pipo and Nathan Nzimoly scored all three goals for the oldies, before the newbies reduced the score. The match was preceded by a march, during which former students and new registrants marched, side by side, in front of the president of the student community of this higher education and university establishment, Joël-Ortiz Lokange, with the vice-

president, Joséphine Mawete. MP Bernard Kayumba, an eyewitness to this event, concerned about the future of Congolese youth in general and students in particular, wanted to encourage these young people, with the aim of motivating them, Jérémie Ngeleka Kalala told ACP, vice-minister of sports within IFASIC. He also stressed that the reception of new so-called "Naza IFASIC", is a concept that brings together so many other activities, in addition to sports, with the aim of offering a warm welcome to new students enrolled in the within the journalism and communication training school.

ACP/LRP

Arrest by the PNC/Goma of two bandits specialized in the robbery and theft of motorcycles

Elements of the Congolese National Police (PNC) of the Goma urban police station have pulled off a nice dragnet, putting out of harm's way two bandits specializing in robbery and theft motorcycles in the capital of North Kivu province, announced Colonel Job Alisa. These two incivics, including a civilian whose age varies between 18 and 20 years and an uncontrolled element of the PNC, were apprehended a week ago by this service following the robbery of a motorcycle near the University. The Sapiens, in the Keshero district, declared the unfortunate.

The driver of the pointed motorcycle who did not cross his arms, pursued them by leading information from a salesman of the units where these outlaws had paid for them. From this track, he found all the evidence and with the support of the PNC, managed to

get their hands on it. The two bandits who confessed to their crimes were forced by the commander of the urban police station of the PNC, the principal superior commissioner Faustin Kapen Kamand, to return the sum of USD 1,200 and something that was done through the deputy mayor at the name of the mayor prevented. Addressing the judicial body, the principal senior commissioner, Faustin Kapen Kamand asked them to apply the law against these two bandits so that they come to their senses after having served their sentences in prison, before calling on the population to denounce troublemakers. Colonel Job Alisa, asked all the owners of the stolen motorcycles to go to the town hall to check his between the two guarded at the police.

ACP/LRP

Sortie médiatique face à l'artillerie lourde de Jean-Marc Kabund-A-Kabund

Augustin Kabuya : Un pétard mouillé

L'Union pour la Démocratie et pour le Progrès Social (Udps) a tenu sa conférence de presse le mercredi 20 juillet 2022 à sa permanence sur la 10ème rue résidentielle dans la commune de Limete à Kinshasa.

L'objet de ce face à face avec la presse était déjà annoncé et connu quelques minutes seulement après la sortie médiatique de Jean-Marc Kabund-A-Kabund.

Le secrétaire général de l'Udps avait promis de répondre de manière officielle aux allégations formulées par le conférencier de Kingabwa lors de sa conférence de presse du lundi 18 juillet qui continue d'agiter la classe et les acteurs politiques congolais. Malheureusement, au lieu de s'attendre à un déballage en règle de Jean-Marc Kabund, le secrétaire général ad intérim de l'Udps est resté dans le superficiel. Il n'a pas détruit les faits rapprochés par Kabund au régime actuel et au président de la République. Pour certains Congolais, c'est un signe de consentement à toutes les allégations de l'ancien a.i. de l'Udps, descendu de son piédestal comme un chien galeux. Augustin Kabuya n'a fourni aucune preuve irréfutable que le venin déversé par Jean-Marc Kabund-A-Kabund était un mensonge tissé de fil blanc.

Augustin Kabuya s'est contenté de de souligner que les propos de l'ancien président ad intérim de son parti étaient tout simplement injurieux et diffamatoires. Non seulement à l'égard du parti cher au défunt Étienne Tshisekedi wa Mulumba, mais aussi à l'endroit du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Le SG du parti a exprimé ses regrets de voir que l'ancien président ad intérim de leur parti s'était retrouvé au sommet de l'Assemblée nationale sans avoir assumé une seule fonction dans sa vie.

Mettant sévèrement en garde l'honorable Jean-Marc Kabund, Augustin Kabuya a énuméré certaines raisons ayant motivé sa déchéance au sein du parti.

Selon Kabuya, l'ancien président ad intérim de l'Udps avait un comportement immoral et discourtois. Il n'hésitait pas à confisquer les biens d'autrui, plus particulièrement les carres miniers.

Augustin Kabuya accuse encore Kabund, sans aucune preuve matérielle, d'avoir détourné des millions de dollars américains des cartes de membres. Sur cette question de détournement de l'argent de la vente des cartes de membre, en 2011 du vivant du charismatique Étienne Tshisekedi wa Mulumba, l'ancien secrétaire général, Jacquemin Shabani avait été accusé et déferé devant la justice pour le même grief. Après instruction du dossier, la justice n'ayant trouvé aucune preuve, avait blanchi Jacquemin Shabani.

S'agissant de l'agression d'un agent de la Garde Républicaine et de la réac-

tion de ses collègues allant au vandalisme de la résidence de Kabund-A-Kabund, aucune juridiction n'avait été

publiques, Kabuya rétorque à Kabund en déclarant que les recettes de l'État subissent des performances ces der-



Augustin Kabuya, Secrétaire général de l'Udps. Photo Droits Tiers

saisie pour tirer au clair cet incident.

Et de poursuivre : " Lorsque Jean-Marc Kabund parle du président de la République comme un jouisseur, il doit s'interroger s'il ne l'est pas lui-même ".

S'agissant de la guerre à l'Est, Kabuya se dit très surpris par des propos de J-M Kabund selon lesquels Félix-Antoine Tshisekedi ne ferait rien. Pour le SG de l'Udps, le prési-

niers temps.

" L'UDPS va réclamer son mandat de député à Jean-Marc Kabund "

Interrogé à chaud par la radio Top Congo Fm, Augustin Kabuya a rappelé que Jean-Marc Kabund "est un député national, un élu sur la liste UDPS. Le parti va réclamer son siège, parce qu'il est maintenant président d'un autre

il me connaît. Il a choisi la voie médiatique, je l'encourage, je lui souhaite bonne chance, mais les gens vont comprendre qui est jouisseur et qui ne l'est pas".

Ce faisant, pourrait-on affirmer que la conférence de presse du secrétaire général de l'Udps, Augustin Kabuya serait-t-elle la réponse du berger à la bergère ? Non. La réaction a été molle. Un véritable pétard mouillé. Car, le ton à la fois martial et ordurier usité le 18 juillet par Jean-Marc Kabund-A-Kabund, Augustin Kabuya a préféré tenir un discours qui ne détruit pas un à un les propos de son ancien patron. A la place d'un ton ferme, genre du berger à la bergère avec pièce contre pièce, la sortie du SG de l'UDPS a été un pétard mouillé. Peut-être qu'il s'emploie à rassembler toutes les pièces pour répondre efficacement. Seul l'avenir nous le dira.

Annonçant la création de son parti lundi 18 juillet, Jean-Marc Kabund s'est violemment pris au régime actuel pour lequel il a homme-lige, il y a quelques mois. Sans hésiter, il a estimé que c'est un pouvoir qui a montré ses limites et qu'il fallait chasser l'actuel président de la République du pouvoir en 2023, le soupçonnant de vouloir se maintenir en poste.

L'on rappelle qu'exclu du parti UDPS qu'il présidait depuis l'élection de Félix Tshisekedi en décembre 2018, Jean-Marc Kabund-A-Kabund ne se pourra pas perdre son mandat. La loi ne prévoyant son départ du parlement que s'il démissionne du parti. Dans son cas, il n'a jamais démissionné de l'Udps. C'est le parti qui l'a fait partir. Au regard du Règlement intérieur de l'Assemblée nationale, si le parti a récupéré le poste du 1er vice-président de la Chambre basse du Parlement, il lui sera donc difficile,



Jean-Marc Kabund-A-Kabund et Augustin Kabuya. Photo Droits Tiers

dent de la République investit beaucoup pour que la paix soit rétablie sur tout le territoire national.

En ce qui concerne les finances

parti politique", a-t-il prévenu.

Le secrétaire général du parti présidentiel rappelle que "je suis son ancien collaborateur. Je le connais et

si pas impossible de reprendre le siège de Jean-Marc Kabund.

D. Mulima K & Philippe Lipo